



## ALL THE DETAILS • POUR EN SAVOIR PLUS

Newsletter for the members of the Association of Justice Counsel  
Bulletin d'information à l'intention des membres de l'Association des juristes de Justice

Vol. 3, No. 2, February 25, 2010

### Public Service Pensions As a Model for Improving Post-Retirement Security for All Canadians

Reports are surfacing that the federal government has in its cross-hairs cuts to public service pensions. Some will no doubt applaud such a plan. But if Canadians want to restore and improve their post-retirement security, they should be looking to public service pensions as the model for all, and not allow themselves to be distracted by short-sighted cuts which will help no one.

Pension reform in the private sector has long been a hot topic in Ottawa. Floated proposals have included a relaxing of rules that restrict annual contributions, risk pools and sponsorship flexibility. Now is the time to consider these suggestions, and to pass legislation that protects all Canadians. But instead of touting them as a model for success, some see public service pensions as ripe for the picking.

This would be a serious mistake for three reasons.

First, the federal government holds itself out as an employer of choice, and acts as an example to the private sector. If it begins to back away at defined long term benefits, private companies will continue to follow suit, leaving more, not less, in the lurch.

Second, unlike other government programs which are often criticized for largesse, public pension plans are managed tightly and at arm's length. They are better at weathering the financial market, yield moderate and stable returns, and costs are kept under control.

And third, cutting public service pensions will not make it better for those in the private sector who currently don't enjoy them. Those who argue otherwise will say that the costs of government pensions have spun out of control and plans cannot afford to pay out their "financial promise". But this is contrary to the report published by the Office of the Chief Actuary, the independent official who concluded in 2009 that the federal public service pension plan is sufficiently funded.

Vol. 3, No. 2, 25 février 2010

### Les régimes de pension de la fonction publique comme modèle d'amélioration de la sécurité à la retraite pour tous les Canadiens

Des rapports voulant que le gouvernement fédéral songe à réduire les régimes de pension de la fonction publique commencent à voir le jour. Certains salueront sans doute une telle décision. Par contre, si les Canadiens désirent rétablir et améliorer leur sécurité à la retraite, ils devraient utiliser les régimes de pension de la fonction publique comme modèle et ils ne devraient pas se laisser bernier par les réductions à court terme qui ne seraient bénéfiques à personne.

La réforme des pensions dans le secteur privé a toujours été un sujet chaud à Ottawa. Parmi les propositions lancées, on compte alléger les règles qui limitent les cotisations annuelles, la mise en commun des risques et la flexibilité du parrainage. Le temps est maintenant venu d'envisager ces suggestions et d'adopter une loi qui protège tous les Canadiens. Mais au lieu d'en faire la promotion comme modèle à succès, certains estiment que les régimes de pension de la fonction publique peuvent rapporter beaucoup d'argent.

Il s'agirait d'une grave erreur pour les trois raisons suivantes.

Premièrement, le gouvernement fédéral se qualifie d'employeur de choix et sert de modèle au secteur privé. S'il commence à délaisser les régimes de prestations déterminées, les entreprises privées emboîteront le pas, laissant pas moins, mais davantage de travailleurs dans le pétrin.

Deuxièmement, contrairement aux autres programmes gouvernementaux, qui font souvent l'objet de critiques pour leur largesse, les régimes de pension de la fonction publique sont bien gérés et sans lien de dépendance. Ils traversent mieux les crises qui frappent les marchés financiers, génèrent des revenus modestes et stables, et matent les coûts.

Troisièmement, réduire les régimes de pension de la

In any case, you don't give a hand up to those that are hurting by smacking others down.

It's true that most public servants have good pensions. We pay for them by deferring a significant part of our salaries. We serve the country proudly, and do so often by giving up more lucrative careers in the private sector. If our pensions are attacked, many will return there, putting at risk essential services. Instead, the federal government should be looking at more constructive ways to ensure post-retirement security for all Canadians.

fonction publique ne concourra pas à améliorer le sort de ceux dans le secteur privé qui ne bénéficient actuellement pas d'un régime de pension. Ceux qui pensent autrement soutiennent que le coût des régimes de pension du gouvernement a échappé à notre contrôle et que les régimes ne peuvent pas respecter leur « engagement financier ». Mais il s'agit d'un point de vue qui va à l'encontre du rapport publié par le Bureau de l'actuaire en chef, un organisme indépendant, qui a conclu en 2009 que le régime de pension de la fonction publique fédérale était suffisamment financé.

Quoi qu'il en soit, on ne vient pas en aide à ceux qui sont touchés en frappant sur les autres.

Il est vrai que la plupart des employés de la fonction publique jouissent d'un bon régime de pension. Nous nous trouvons à payer ces pensions en reportant une part importante de nos salaires. Nous servons fièrement notre pays, et le faisons souvent en laissant tomber des carrières plus rémunératrices dans le secteur privé. Si nos pensions font l'objet d'attaques, bon nombre de fonctionnaires retourneront dans le secteur privé, mettant en péril les services essentiels. Le gouvernement fédéral devrait plutôt chercher à trouver des moyens plus constructifs d'assurer une sécurité à la retraite à tous les Canadiens.